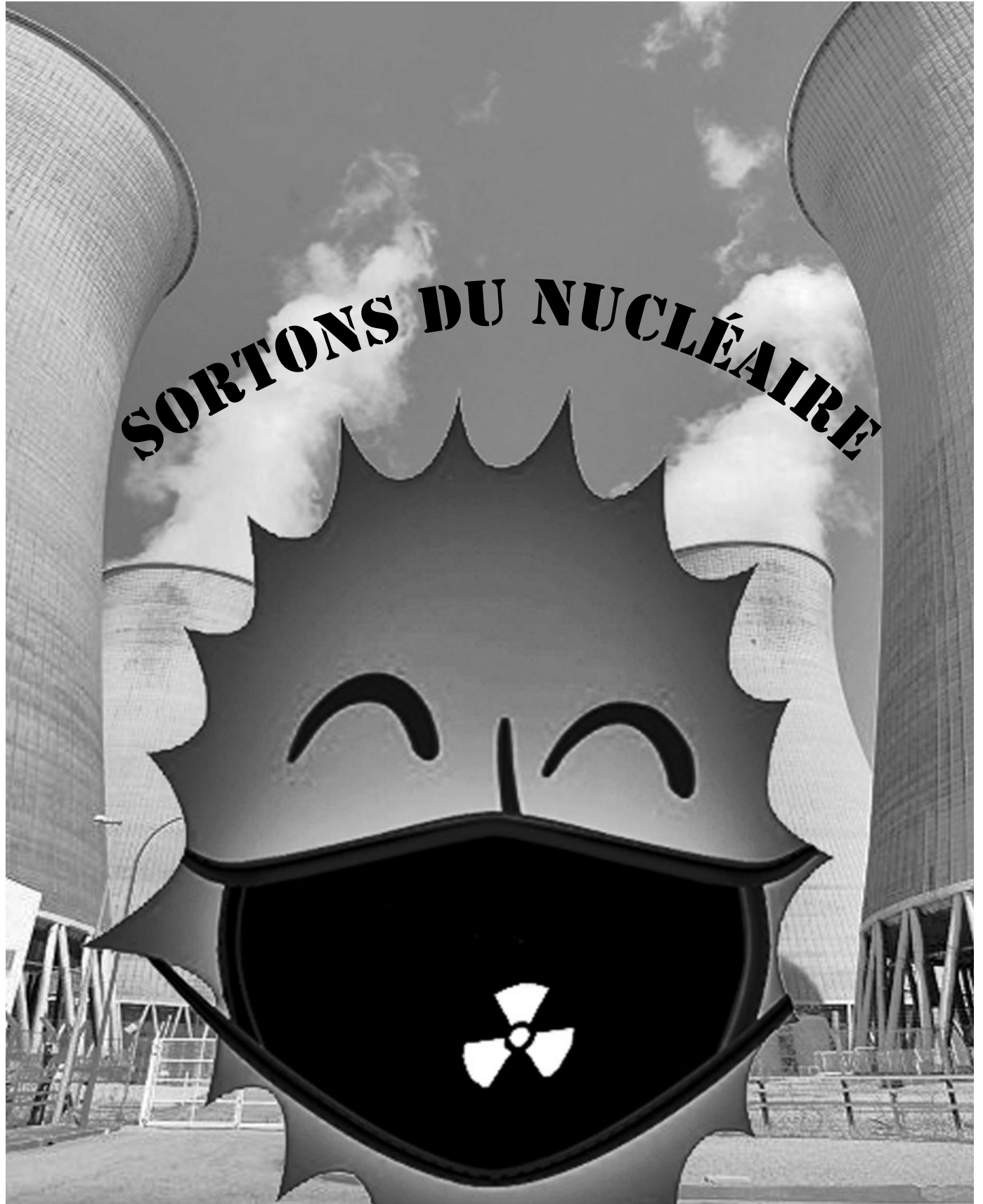


SEPTEMBRE 2020

n° 140

CONTR'ATOM

SORTONS DU NUCLÉAIRE



Sommaire n° 140

Couverture
 Edito *ACR* 3
 Suisse Etat des lieux *Erwin* 4
 France Fessenheim enfin *Erwin* 5
 Suisse/France Dechets au Bugey *ACR* et manif en photos 6-7
 France Finances et EDF *J. Le Guern* 8-9
 International EPR Finlande *Ph. Progin* 10
 Suisse Sangliers Radioactifs au Grisons *www.20min.ch* 11
 AG de **ContrAtom** 12

ContrAtom

CP 65
 CH - 1211 Genève 8
 Téléphone/répondeur:
 022 321 57 09
www.contrAtom.ch
info@contrAtom.ch

N'hésitez pas à nous appeler pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

- Tirage 1250 exemplaires
- Graphisme atelier Comput
- Imprimerie Fornara

- Cotisation annuelle

(comprenant l'abonnement au journal):	40.- F
Abonnement au journal uniquement	30.- F
Soutien:	60.- F
	ou plus.....

Le CCP de **contrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité.**

Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent CCP 12-13446-0

IBAN CH75 0900 0000 1201 3446 0

ITER: LES APPRENTIS SORCIERS SONT AU TRAVAIL

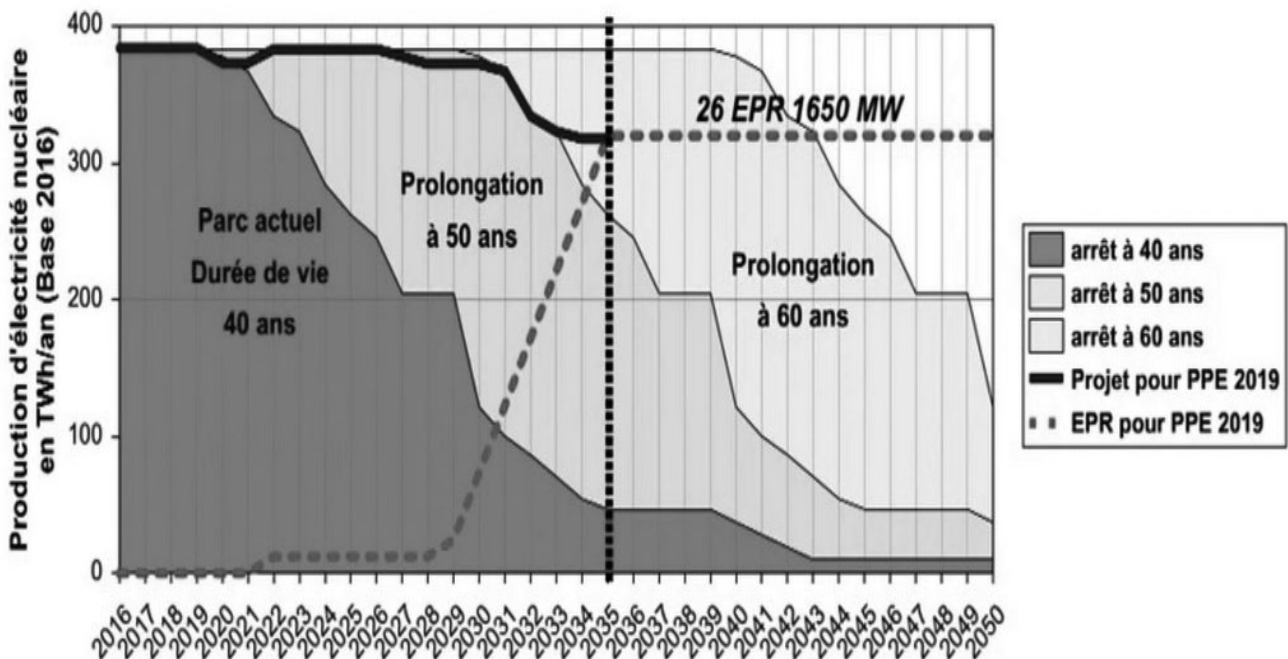
Pour faire suite à l'article sur ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor) du dernier numéro, il apparaît que le montage des diverses pièces du meccano géant a débuté le mardi 28 juillet. Monter ensemble, au quart de millimètre près, plus d'un million de pièces ne sera pas un jeu d'enfant vu la grandeur du monstre: 80 mètres de haut, 120 de long et 80 de large pour un poids de 23000 tonnes. Ceci durera environ 5 ans avant le premier plasma, et cela seulement si tout marche comme prévu. Au vu de l'augmentation du budget de la bête (de 5 à 20 milliards) et des retards qui se sont accumulés, il semble optimiste de prévoir des premiers essais d'ici 2025.

Ahhh! Si l'on avait donné cet argent aux énergies propres!!!

Ph. Progin / source: Tribune de Genève

FRANCE: LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ENERGIE 2019 - 2028 :

CACHE UN NOUVEAU PROGRAMME NUCLEAIRE



Après 2035 : de nouveaux réacteurs nucléaires



Chères, Chers ContrAtomistes,

Le samedi 29 août dernier une délégation de ContrAtomistes quittait la Place Neuve à bord du minibus de Philippe en partance pour Ambérieu-en-Bugey. Ce jour-là une action multi ronds-points organisée par le collectif Stop Bugey était à l'ordre du jour. Il s'agissait d'occuper des giratoires à proximité du site du Bugey avec des banderoles antinucléaires bien visibles des automobilistes pour:

- demander l'arrêt d'urgence des 4 vieux réacteurs du Bugey,
- alerter la population sur le projet de construction de 2 nouveaux réacteurs EPR sur le site du Bugey,
- protester contre l'autorisation de mise en fonction du dépôt de déchets nucléaires appelé ICEDA.

De quoi se mêlaient donc les ContrAtomistes dans cette affaire franco-française? C'est que ma foi, la radioactivité, contrairement aux virus, n'entraîne pas la fermeture des frontières en cas de danger de contamination et qu'avec la présence du Bugey sur la commune de St-Vulbas, dans l'Ain, à 70km à vol d'oiseau, on risque gros ! Ce site représente un danger potentiel énorme pour toute la région de la Plaine de l'Ain, du nord de l'Isère, de l'agglomération lyonnaise et bien sûr pour Genève!

Rappel: le complexe du Bugey comprend 5 réacteurs dont un est à l'arrêt depuis 1994 et est à démanteler. Dans les 4 vieux réacteurs encore en activité mis en service en 1978 et 1979 les incidents se succèdent : fuites radioactives à répétition, tuyauteries corrodées qui fuient ou ne résisteraient pas à un séisme, vannes qui s'ouvrent, se ferment ou se bloquent intempestivement, appareils de mesure défectueux etc... Le réacteur N° 5 avec une enceinte de confinement non étanche rafistolée et une cuve aux nombreuses fissures est particulièrement inquiétant. Quant aux 3 autres réacteurs, ils comportent de nombreuses pièces non conformes à la sûreté suite aux falsifications des fabricants AREVA-Creusot Forge et le japonais JCFC. Vous commencez à avoir la pétoche ou bien?

Les autorités genevoises quant à elles ont bien pris conscience de l'extrême danger que représentent ces vétustes installations puisqu'elles ont déposé plainte contre X pour mise en danger de la vie d'autrui et pollution des eaux en 2016 déjà. Cette plainte ayant été classée par le Procureur de la République, nos édiles ne se sont pas découragées et ont récidivé avec la même plainte mais déposée directement au Tribunal de Grande Instance de Paris en janvier 2019. Le suivi de cette action est toujours en cours. Voilà pour ce qui concerne la centrale du Bugey elle-même. Au tableau peu reluisant de l'état lamentable des installations sur le site s'ajoute l'**implantation du dépôt de déchets radioactifs** dont vous saurez tout si vous avez le courage de lire mon article en p. 6 de ce journal!

Pour compléter cet inquiétant inventaire voilà qu'EDF (Electricité de France) projette encore de construire 2 nouveaux EPR (réacteurs à eau pressurisée) sur le site du Bugey! Quel flip!

Oui, ContrAtom a de bonnes raisons pour se mêler des affaires de nos voisins français!

Mais parfois aussi, il y a de bonnes nouvelles qui nous arrivent de France comme celle de la disparition de la doyenne des centrales françaises. **Après 42 ans d'exercice la centrale de Fessenheim dans le Haut Rhin a officiellement fermé ses portes en juin dernier! Alléluia!**

Encore une nouvelle qui nous vient du Japon ce coup-ci: le Premier Ministre Shinzò Abe pro-nucléaire convaincu et grand fervent des "jeux radioactifs" qui devaient se tenir cette année à Tokyo, vient de démissionner. Etant donné que c'est pour des raisons de santé, je n'oserais qualifier cette info de bonne nouvelle mais j'espère sincèrement que son successeur renoncera à l'organisation des JO et surtout ne rallumera pas les centrales nucléaires à l'arrêt depuis l'accident de Fukushima!

Bien à vous, Chères, Chers ContrAtomistes.

Vive la résistance au nucléaire, Vive la Vie!

Anne-Cécile

NUCLEAIRE SUISSE: ETAT DES LIEUX

Où en est la consommation énergétique suisse?

Comme chaque année, l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) a publié les statistiques 2019 et je vous présente ici mon interprétation:

Globalement, la consommation d'énergie en Suisse a augmenté 0.3% par rapport à 2018. La consommation par habitant est restée quasiment constante ce qui est mieux que prévu par la stratégie énergétique 2050. La consommation des carburants est aussi restée constante. La consommation d'électricité, qui représente seulement 25% de la consommation globale d'énergie en Suisse, a diminué et comme la production a augmenté en 2019, nous avons exporté plus d'énergie électrique en 2019 (+6260 GWh). L'échange journalier avec le réseau européen est énorme. Nous échangeons environ 40% de notre production chaque jour. Bien sûr, actuellement, nous importons plus d'énergie en hiver qu'en été, mais nous exportons plus de 50 GWh chaque jour, même en hiver. Cet échange se reflète dans un gain financier de 400 millions de francs en 2018 (les chiffres 2019 ne sont pas encore publiés), parce que nous exportons seulement du courant au tarif élevé. Malheureusement, nous importons du courant sale (mixte) et exportons du courant propre. **Il n'y a que quelques sociétés comme les SIG (Services industriels de Genève) qui achètent exclusivement du courant certifié (propre).**

Ces chiffres montrent aussi que le nucléaire ne sauvera pas le climat!

Le nucléaire représente seulement 9% de la consommation d'énergie en Suisse soit quasiment l'équivalent de la production d'énergie renouvelable (9.8% bois-énergie, chaleur ambiante, chaleur produite à distance et chaleur solaire), alors que 63% de la consommation est d'origine fossile (combustible pétroliers, carburants, gaz). A cela, il faut ajouter que les déchets nucléaires nous posent autant de problèmes que le CO2 (personne n'a trouvé une solution, mais on continue à en produire). Actuellement, seule une réduction de consommation peut sauver la planète.

La saga de nos centrales nucléaires

Le démantèlement de Mühleberg suit son cours, mais malheureusement sans les informations promises.

Le changement des clapets coupe-feu à Gösgen se poursuit.

AXPO a congédié le directeur de la centrale nucléaire de Beznau et cherche un remplaçant. L'IFSN a critiqué l'analyse faite par l'OEKO-Institut (institut allemand de recherche sur l'environnement) dans ses rapports concernant les défauts de la cuve sous pression du réacteur 1 de Beznau (voir journal 138) et l'institut a bien répondu. **Nous restons sur la conclusion de l'institut que les critères de sécurité de la cuve sous pression ne sont plus remplis et que le réacteur doit être arrêté au plus vite.**

Leibstadt va augmenter sa puissance et ceci sans information!

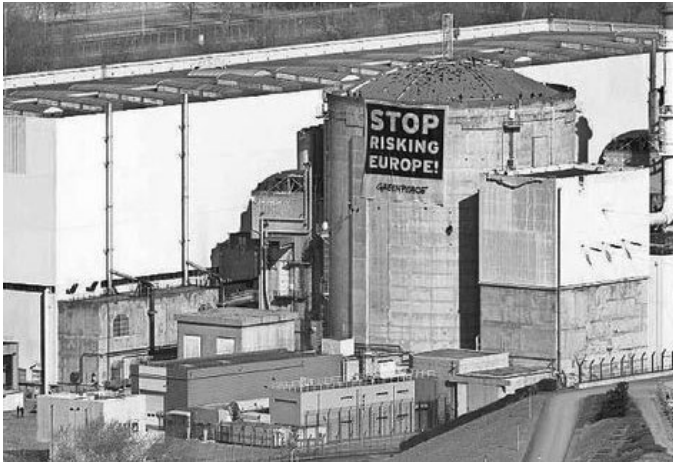
L'IFSN (Inspection fédérale de la sécurité nucléaire) a remplacé son directeur général: M. Wanner est parti à la retraite et Marc Kenzelmann, biologiste, est le nouveau directeur. Il était sous-directeur de l'OFEN (Office fédéral de l'énergie), qui fait la liaison entre l'IFSN et le Conseil Fédéral. **C'est de nouveau une nomination d'un spécialiste, déjà bien imbibé du nucléaire.**

Le Conseil fédéral avait nommé Martin Zimmermann à la présidence du conseil de l'IFSN au 1er janvier 2020. Un article du journal en ligne (en allemand) «Infosperber» l'a démasqué comme membre du lobby nucléaire. Cette information a été reprise par d'autres journaux. Les ONG (y compris ContrAtom) ont préparé une lettre au Conseil fédéral, mais le nouveau président a heureusement démissionné le 24 juin. Son remplaçant n'est pas encore nommé. **Ce conseil est chargé de surveiller l'IFSN et doit donc être neutre.** Cette nomination avortée montre bien les coutumes en vigueur dans nos institutions: on reste entre amis.

Malgré les mesures dues au Covid-19, notre lutte contre les centrales nucléaires va continuer et nous comptons sur vous.

Erwin





FESSENHEIM ENFIN!

Le deuxième réacteur de la centrale nucléaire de Fessenheim a enfin été débranché le 30 juin 2020. Ce débranchement définitif faisait partie des promesses de François Hollande lors des présidentielles du printemps 2012.

Un peu d'histoire...

Fessenheim était la plus vieille centrale nucléaire en exploitation en France. En 2015, la ministre de l'Ecologie, Ségolène Royal, a lié cette promesse au démarrage de l'EPR de Flamanville, prévu pour 2018. Par la suite, la ministre allemande de l'Environnement Barbara Hendricks ainsi que les autorités de Bâle et du Jura ont vivement protesté contre ce report de fait auprès du gouvernement français. A cette époque (2015) la réduction à 50% de la part de l'atome dans la production électrique de la France à horizon 2025 était fixée dans la loi de la transition énergétique (PPE).

Une indemnisation pour l'arrêt définitif de la centrale de Fessenheim a été approuvée par EDF au début 2017 pour un montant de 450 millions d'euros plus une part variable.

Une autre limite d'exploitation, liée aux contrôles décennaux des centrales nucléaires en France, a été fixée en 2018 par l'ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire, l'équivalent de l'IFSN en Suisse), La centrale de Fessenheim ne remplissait plus les conditions de passage d'une 4e visite décennale. Par le décalage de ces contrôles, cette limite est repoussée à 2022 à la place de 2017 (mise en service en 1977), cela fait 45 ans à la place de 40 ans!!! Cela montre bien la méthode utilisée pour repousser une décision. En France, la lutte anti-nucléaire est bien difficile: les groupes de pression politiques locaux sont pro-nucléaires à cause des retombées financières et, contrairement à leurs homologues suisses, les syndicats français défendent encore les filières nucléaires pour sauver des places de travail, même en sachant que l'énergie renouvelable crée aussi du travail local.

La suite...

EDF estime à 5 ans le temps nécessaire pour la préparation du dossier de démantèlement, parce que le démantèlement d'un réacteur de type à eau sous pression (REP) est une première pour EDF. Les coûts sont estimés entre 350 à 500 millions d'euros. Au cours de ces 5 ans, le combustible va être évacué vers des centres de stockage adaptés. Le démantèlement va prendre encore 15 ans; autrement dit, le site doit retrouver sa nature d'avant construction vers 2040 (voire plus tard).

L'exploitant de la centrale nucléaire de Mühleberg a prévu 5 ans de plus pour le démantèlement de cette centrale, plus petite et du type réacteur à eau bouillante. Par contre, les coûts estimés sont nettement plus élevés à Mühleberg, environ 900 millions d'euros. Les séquences de démantèlement de Fessenheim prévues actuellement par EDF sont probablement trop courtes, mais c'est déjà bien de commencer!

Il y a de fortes chances que ces délais soient repoussés comme pour l'EPR de Flamanville ou pour la loi de transition énergétique (PPE) en France. Cette version de la loi PPE (2019-2028 et 2029-2035) prévoit l'arrêt de 12 réacteurs supplémentaires dans la période 2028 à 2035 sans fermeture de site et de réduire à 50 % la part de l'atome dans la production électrique de la France à l'horizon 2035.

Cette loi de transition énergétique est pleine de contradictions. Elle vise une énergie électrique 100 % renouvelable en 2050 («Le Gouvernement a également lancé des travaux,..., sur la faisabilité technique d'un scénario 100% renouvelable à horizon 2050») ce qui serait génial, si en même temps, elle n'incluait pas aussi la construction de 6 nouveaux EPR, sans oublier le maintien pour une durée indéterminée des 34 réacteurs restants.. Comme d'habitude, ces promesses ne seront jamais tenues.

Avec l'arrêt définitif de Fessenheim, le site du Bugey est devenu le plus ancien site nucléaire de France, avec la mise en service du réacteur 2 en 1978, les 3 autres ont suivi immédiatement après avec l'exploitation commerciale des quatre réacteurs en 1980. Les réacteurs 2 et 3 sont sur la liste d'arrêt de la PPE au plus tard en 2035.

Luttons ensemble pour l'arrêt au plus vite des quatre réacteurs du Bugey sans construction d'EPR de remplacement!

Erwin

DECHETS NUCLEAIRES AU BUGEY

Et voilà que le dépôt de déchets radioactifs appelé ICEDA (Installation de conditionnement et d'entreposage de déchets activés) en clair: «poubelle nucléaire» revient sur le devant de la scène!

En effet, fin juillet dernier, l'ASN (Autorité de surveillance nucléaire, F) a d'autorisé en catimini la mise en service de cette dangereuse installation qui risque de contaminer toute la région, menacer les réserves d'eau potable et poursuivre la fuite en avant nucléariste de la France.

Bref rappel au sujet d'ICEDA:

Février 2010, le préfet de l'Ain accorde un permis de construire à EDF pour ICEDA. Cette installation va permettre d'entreposer des déchets issus du démantèlement de 9 réacteurs (dont celui de Superphénix). Les travaux démarrent en été 2010. En janvier 2012, EDF est contrainte de suspendre les travaux de construction en cours, suite à une décision du Tribunal de Lyon qui annule le permis de construire car non conforme au plan d'urbanisme (PLU) de la commune de St-Vulbas sur laquelle est implantée le site du Bugey. Ce plan interdit en effet les occupations du sol non liées aux activités de la centrale du Bugey. En 2015 après maintes péripéties: autorisation, annulation, nouvelle autorisation, recours au plan administratif puis judiciaire, le chantier ICEDA redémarre au grand regret des associations antinucléaires qui dénoncent depuis des années l'extrême dangerosité de cette installation qui va générer des pollutions radioactives, tant par les transports de déchets nucléaires acheminés par convois que par le conditionnement des fûts sur place, sans parler des risques d'inondation via le Rhône et l'Ain.

Alors pourquoi, malgré toutes ces mises en garde l'autorisation de mise en service d'ICEDA a-t-elle été donnée? Et pour quelles raisons faudrait-il concentrer et confiner ces déchets qui doivent arriver au Bugey par de nombreux convois ferroviaires et routiers alors qu'ils étaient a priori convenablement confinés sur leurs sites d'origines?

Selon les militants de «la coordination Stop Bugey» la réponse est simple: EDF veut désengorger les piscines de refroidissement, situées à proximité des réacteurs, des «combustibles usés» afin de

faire de la place pour les nouveaux combustibles usés que produiront les réacteurs qui continuent de fonctionner.

Et voilà comment le serpent se mord la queue!

La position de Genève

Face à ce délire nucléocrate, quelle est la position de nos autorités? Rappelons que le Canton de Genève dispose dans sa constitution d'un article antinucléaire 169 qui précise que «les autorités cantonales s'opposent par tous les moyens juridiques et politiques à leur disposition à l'installation de centrales nucléaires et de dépôts de déchets radioactifs... sur le territoire du canton et au voisinage de celui-ci»... **Vous pensez bien que ContrAtom n'a pas ménagé ses efforts pour alerter nos dirigeants sur ce qui se tramait au Bugey et pour les inciter à réagir!**

C'est grâce à l'impulsion de Rémy Paganini alors maire de la Ville de Genève, qui s'était rendu personnellement à Paris, au siège de l'ASN en mai 2013 pour dire tout le mal que Genève pensait d'un dépôt de déchets nucléaires à ses portes, que la fronde s'est amplifiée: Ville et Canton ont finalement déposé un recours commun contre ICEDA. Malheureusement nos autorités ont été déboutées en avril 2014 par le Conseil d'Etat français au prétexte que le Canton de Genève se trouvait trop éloigné du lieu d'entreposage prévu!

Plainte de Genève contre la centrale du Bugey.

Si ville et canton ont échoué dans leur démarche concernant ICEDA, ils sont par contre toujours parties prenantes dans la plainte contre la centrale du Bugey déposée en janvier 2019, installation qui, en cas d'accident impacterait bel et bien toute notre région!

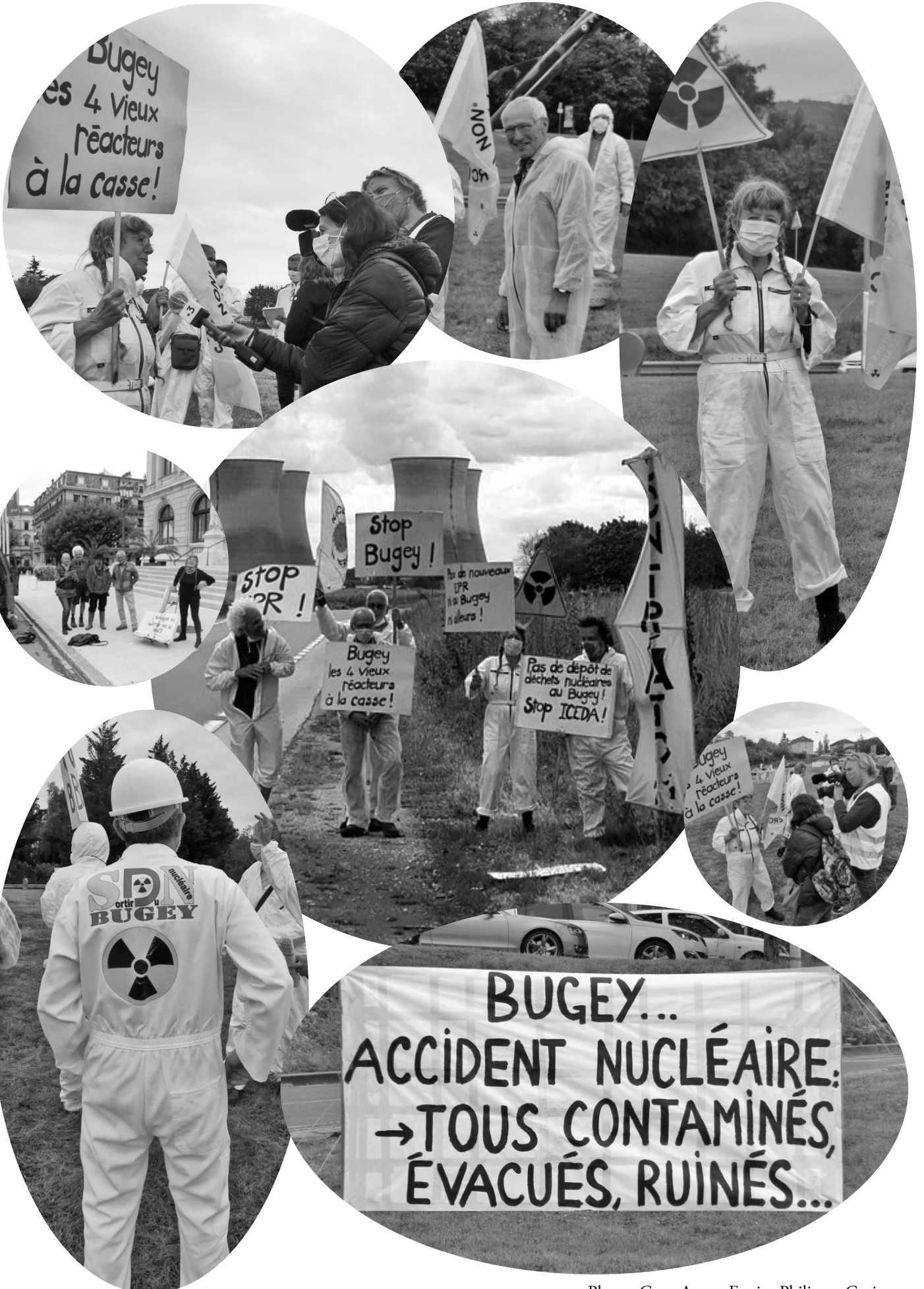
Je vous épargne la description des chefs d'inculpation mentionnés dans cette plainte mais si vous collectionnez les journaux, vous trouverez tous les détails en p. 4 du N° 135 de ContrAtom de juin 2019!

Enfin, sachez aussi que notre gouvernement a d'ores et déjà pris position contre le projet d'implanter 2 nouveaux réacteurs EPR sur le site du Bugey. **Bien joué!!!**

Epuisée par la rédaction de cet article très technique, je vous lance dans un dernier souffle:

«Par-delà les frontières, unis et solidaires contre le nucléaire!»

Anne-Cécile



Photos ContrAtom: Erwin, Philippe, Corinne.

Depuis 3 ans, EDF prévoit de construire une nouvelle piscine composée de 2 bassins capables de stocker 10 000 tonnes de combustible (les 4 bassins actuels de La Hague ont une capacité totale de 14 000 tonnes). Mais cela presse, car le délai de réalisation est de 10 ans environ. Récemment, l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) s'est inquiétée du fait qu'EDF, qui devait déposer une demande d'autorisation de création avant la fin de 2020, ait annoncé que cela ne serait pas le cas.

La raison?...

Les difficultés financières d'EDF! Mais si EDF tergiverse, c'est aussi parce que le mythe des combustibles usés qui seraient des «matières fissiles réutilisables» est en train de s'effondrer. Selon la théorie en vigueur chez les nucléaristes, 96% des combustibles usés sont réutilisables et 4% seulement sont des déchets. Si les combustibles usés sont précieusement conservés dans des piscines pendant si longtemps, c'est parce que ceux-ci sont censés être recyclés pour alimenter les réacteurs de 4ème génération.

Oui, mais voilà! Le projet «Astrid» de réacteurs de 4ème génération - toujours en raison des difficultés financières d'EDF - a été repoussé aux calendes (ou plutôt au début du siècle prochain) et par conséquent ces prétendues «matières valorisables» vont devenir de vrais déchets!

Et c'est là que resurgit la rivalité entre EDF (qui mise sur le stockage en piscine pour favoriser un retraitement potentiel ultérieur) et Orano (ex AREVA) qui développe son business dans l'entreposage à sec dans des conteneurs en acier placés dans des coffres en béton.

Quoiqu'il en soit, si les investissements dans les futures piscines ne sont pas réalisés, ceux qui concernent le stockage souterrain prendront l'ascenseur!

Les besoins de financement d'EDF pour maintenir son programme nucléaire sont énormes, et les autorités ont de moins en moins confiance dans les prévisions économiques qu'EDF leur soumet. Au moment où l'Etat français doit engager des montants jamais atteints dans le soutien à son économie, dans le contexte post-Covid, EDF aura fort à faire pour obtenir les financements qu'elle désire!...et le **risque de faire des économies aux dépens de la sécurité sera plus élevé que jamais!**

Jean Le Guern



ENCORE UN EPR SUR LA SELLETTE

Mais où donc?:

à Olkiluto en Finlande où, depuis 2005, le premier réacteur EPR à être construit dans le monde n'est toujours pas opérationnel, accuse onze ans de retard, et, cerise sur le gâteau, présente des problèmes de soupape depuis mars.

Lors d'un test, une fuite s'est produite sur une soupape de sûreté, un équipement qui protège le circuit primaire où circule de l'eau sous très haute pression pour refroidir le réacteur dans lequel le combustible nucléaire est immergé et dont la fonction est de relâcher de la pression en cas d'excès pour éviter l'explosion. Heureusement, ce test s'est déroulé en l'absence de combustible nucléaire dans le réacteur.

Dans l'EPR, trois soupapes de sûreté (de près d'une tonne) chargées de réguler la pression et la température du circuit primaire sont implantées au sommet du pressuriseur. Une surpression non maîtrisée pourrait conduire à un accident majeur: la rupture de la cuve. Inversement, une soupape de sûreté qui ne se refermerait pas, pourrait conduire à la vidange du circuit primaire et à la fusion du combustible nucléaire. L'accident nucléaire à la centrale de Three Mile Island (États-Unis) en mars 1979 a été provoqué en partie parce qu'une vanne du pressuriseur ne s'est pas refermée, ce qui a entraîné la fusion partielle du combustible nucléaire.

Pourquoi une soupape?

À l'image de la soupape d'une cocotte-minute qui permet de relâcher la pression pour éviter l'explosion de la cocotte, les soupapes de sûreté du pressuriseur du réacteur nucléaire permettent de relâcher la vapeur au cas où la pression deviendrait trop forte dans le circuit primaire.

Mais au fait, qu'est-ce qu'un pressuriseur? Le pressuriseur est un gros composant forgé qui mesure 14 m de haut et pèse plus de 140 tonnes à vide, ceci, dans les réacteurs conventionnels. C'est un réservoir de forme cylindrique, dont la fonction est de réguler la pression du circuit primaire. En fonctionnement normal, il contient de l'eau en phase liquide et en phase vapeur. Lors du démarrage du réacteur, il est rempli en eau sous forme liquide. La vaporisation d'une partie de cette eau est obtenue par la mise en service de résistances électriques de chauffage. Le pressuriseur constitue le vase d'expansion du circuit primaire; la tempé-

rature de l'eau dans le pressuriseur est maintenue à 345,80 °C, grâce à une série de cannes chauffantes électriques implantées en partie basse.

Une pièce défectueuse dans le monde entier.

La pièce défectueuse, qui a présenté une fuite du fait de fissures, est aussi présente dans les autres EPR en construction, dont celui de Flamanville (France), et dans les deux qui sont entrés en service à Taishan (Chine). Informées de l'incident, les autorités chinoises ont hésité à mettre à l'arrêt les deux seuls EPR en service dans le monde aujourd'hui, Taishan 1 et Taishan 2.

Dotées de débits plus importants que celles des réacteurs actuels, d'une technologie plus compliquée, ces soupapes de près d'une tonne, conçues par Areva, doivent être «qualifiées». Or, la première campagne d'essais, en conditions normales et accidentelles, conduite par EDF a révélé des défaillances, en particulier des «pilotes» mécaniques (ressorts) et électriques: des fuites en raison de joints défaillants (avec, en prime, des particules métalliques en vadrouille!) Et surtout «une non-fermeture, et une non-ouverture» de la soupape, notent les ingénieurs de l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire), lors des essais.

Des événements qui ne datent pas d'hier

Et ce n'est pas nouveau car en 2018, la soupape inspirait déjà à une experte officielle française de sûreté nucléaire, plus que des doutes: «Au regard de la complexité du fonctionnement de la soupape pilotée (...), l'IRSN estime indispensable qu'une surveillance renforcée de cette soupape pilotée soit mise en place lors des premiers cycles de fonctionnement du réacteur».

Et déjà en juin 2015, Thierry Charles, directeur général adjoint de l'IRSN chargé de la sûreté nucléaire, déclarait à Médiapart:

«Effectivement, Areva n'a aucune compétence dans la conception de soupape. C'est un fait. D'ici la fin de l'été, Areva n'aura pas plus d'expérience mais les essais se poursuivent. Au pire, on changera les soupapes».

Et si, en fin de compte, on abandonnait l'EPR?

Philippe Progin

Source:
Journal de l'énergie
Savoie antinucléaire
Transition énergie
Sortir du nucléaire France
et <http://msn.com>

SANGLIERS RADIOACTIFS BAN- NIS DES ASSIETTES

La saison de chasse a été lancée dans les Grisons et au Tessin, mais pas tous les sangliers tirés peuvent être dégustés. Certains sont impropres à la consommation parce que leur viande est radioactive.

Depuis peu, les sangliers peuvent à nouveau être tirés. Alors que la saison de la chasse bat son plein en Suisse, certaines régions doivent se plier à des réglementations spéciales en ce qui concerne le dépeçage des cochons sauvages. C'est le cas de certaines vallées grisonnes et du Tessin. En cause: mi-août, la viande de plusieurs animaux s'est révélée être radioactive, rapporte la télévision alémanique SRF. Pour le coup, chaque animal tiré pendant la période de la chasse doit désormais être contrôlé. Pour cela, un échantillon de viande est envoyé en laboratoire.

La radioactivité de certains sangliers est due à leur préférence alimentaire. Ces animaux adorent en effet se

nourrir de noix, de vers de terre, de racines ou encore de champignons. Et c'est précisément certaines espèces de champignons qui sont radioactives depuis la catastrophe nucléaire de Tchernobyl. Pour rappel: en 1986, du césium-137 a été propulsé dans les airs et a fini jusqu'en Suisse, particulièrement au Tessin et dans le sud des Grisons.

Contrairement aux plantes, les champignons ne peuvent pas choisir quelles particules présentes dans la terre ils absorbent. «Ils sont comme des éponges et absorbent tout», explique Matthias Beckmann, chimiste cantonal des cantons des Grisons et de Glaris. «Lorsqu'un sanglier présente un taux de césium-137 supérieur à 600 becquerels par kilogramme, il ne peut plus être mangé», ajoute l'expert. Dans ces cas-là, la viande est détruite par mesure de précaution, explique Giochen Bearth, vétérinaire cantonal des Grisons. Les chasseurs, eux, sont indemnisés.

source: <https://www.20min.ch/>





ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE **C O N T R A T O M**

À L'ARCADE CASTAFIORE
LE MERCREDI 21 OCTOBRE 2020
20, RUE DE MONTBRILLANT
(derrière la gare de Cornavin, à Genève)

Au programme:

19h30: Accueil autour d'un buffet campagnard
20h30: Les choses sérieuses commencent.

Ordre du jour:

- 1. Approbation du compte-rendu de l'AG 2019**
- 2. Rapport d'activités 2019 / 2020**
- 3. Points statutaires (comptes, comité)**
- 4. Discussion sur le fonctionnement et les perspectives de ContrAtom. comment intégrer la lutte antinucléaire à celle du climat? Nous comptons sur vos précieuses remarques et suggestions.**
- 5. Divers.**

Nous nous réjouissons de vous rencontrer.

Le Comité

JAB
1211 Genève 8
PP (Journal)
CH-1211
Genève 8

CONTRATOM